



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique économique et politique sociale

Question au Gouvernement n° 469

Texte de la question

POLITIQUE POUR L'OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour le groupe socialiste.

M. Victorin Lurel. Avant de poser ma question, permettez-moi d'adresser au nom du groupe socialiste un message de solidarité et de fraternité à nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie, durement frappés dans leur chair et dans leurs biens par un cyclone dévastateur. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Monsieur le Premier ministre, l'outre-mer est gangrené par des mouvements sociaux organisés contre les conséquences désastreuses de votre politique qui sacrifie l'emploi (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) en particulier l'emploi public.

Le summum de l'exaspération a été atteint lors de votre séjour à la Réunion, où 10 000 manifestants ont défilé dans les rues pour stigmatiser les conséquences calamiteuses de votre action. (« *Eh oui !* » *sur les bancs du groupe socialiste.*) Là-bas comme ici, vous pratiquez outrageusement l'austérité et le gel des crédits : 24 % de crédits d'investissement gelés et plus de 74 millions d'euros annulés sur le budget 2003 de l'outre-mer, qui était déjà le plus mauvais budget depuis six ans. Ce n'est plus du gel, c'est de la glaciation sibérienne !

(*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Vos ministres n'hésitent même plus à insulter nos compatriotes, en stigmatisant, *dixit* Mme Girardin, un « comportement d'enfants gâtés pleurant la bouche pleine et qu'il faut mener à la baguette ». (*Huées sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est scandaleux !

M. Victorin Lurel. Bouquet final de ces propos ignominieux : M. Devedjian a déclaré à la cantonade qu'en arrivant outre-mer il fallait sortir le carnet de chèques ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Enfin, vous n'avez absolument pas tenu la promesse contenue dans votre déclaration de politique générale de présenter un projet portant sur l'outre-mer avant la fin de l'année 2002. Vous avez manifestement le plus grand mal à inclure l'outre-mer dans vos priorités.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Posez votre question !

M. Victorin Lurel. En tout état de cause, votre projet sans souffle et sans vision est mal reçu outre-mer, jusque dans les rangs de votre clientèle et du MEDEF. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Sur les 260 millions d'euros qu'il prétend allouer à nos régions, soit la moitié environ du cadeau offert aux assujettis à l'impôt sur la fortune, les deux tiers représentent des exonérations essentiellement fiscales qui ne bénéficieront à terme qu'à quelques centaines de contribuables métropolitains fortunés.

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. La question !

M. le président. Monsieur Lurel, quelle est votre question ? (*Approbations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Laissez-le terminer : il va poser sa question !

M. Victorin Lurel. Monsieur le Premier ministre, ce projet fait l'impasse sur les échéances européennes majeures, comme l'octroi de mer ou l'OCM-banane. Il est muet sur les services publics, la situation des collectivités territoriales, la culture, la coopération et les transports intérieurs.

M. le président. Monsieur Lurel, posez votre question !

M. Victorin Lurel. Ma question est la suivante. (« *Enfin !* » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Loin de l'effort sans précédent annoncé par le Président de la République, la montagne de promesses n'accouchera que d'une souris législative. Quand allez-vous vous décarcasser pour l'outre-mer ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.* - *Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement.

M. Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement. Monsieur le député, je vous prie tout d'abord de bien vouloir excuser l'absence de Mme Girardin, qui se trouve aux côtés de nos compatriotes calédoniens frappés par le cyclone Erica.

Vous avez exprimé, monsieur Lurel, au nom du groupe socialiste, votre solidarité à l'égard de nos compatriotes : je pense qu'on peut aisément élargir cet hommage à l'ensemble des membres de l'Assemblée.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française, ainsi que sur quelques bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

La sévérité de vos propos m'a fait mieux comprendre que vous ayez écrit, à l'occasion de la préparation de votre congrès, à l'ensemble de vos camarades socialistes pour leur faire part de votre inquiétude devant le risque que « l'outre-mer divorce de la gauche ». « La droite sait mieux converser avec les populations de l'outre-mer », avez-vous ajouté. En vous écoutant, j'ai en effet compris beaucoup de choses ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.* - *Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean Glavany. C'est nul ! Vous êtes à la hauteur de votre réputation !

M. le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement. Monsieur Lurel, le projet de loi de programme pour l'outre-mer qui a été présenté il y a quelques jours au conseil des ministres traduit très exactement les engagements pris par le Président de la République et le Premier ministre devant les Français. Ce texte, qui sera soumis à l'examen du Parlement dans quelques semaines, s'inscrit dans le long terme.

M. Patrick Lemasle. Baratin !

M. Jean-Louis Idiart. Cette réponse est nulle !

M. le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement. Ses objectifs sont clairs et ambitieux : il s'agit d'encourager la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, de relancer l'investissement privé, notamment par la défiscalisation, et, enfin, de renforcer la continuité territoriale - autant de sujets qui correspondent exactement aux attentes de nos compatriotes d'outre-mer. C'est là un effort sans précédent de la nation et c'est l'honneur de la France d'assurer aux collectivités d'outre-mer les conditions d'un développement de même nature qu'en métropole, en particulier dans le contexte budgétaire difficile que nous connaissons.

Je sais, monsieur le député, que votre esprit républicain vous conduira à saluer comme il se doit le souffle et l'ambition de ce grand texte tant attendu par nos compatriotes d'outre-mer. (*Applaudissements sur les bancs du*

groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Victorin Lurel](#)

Circonscription : Guadeloupe (4^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 469

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : relations avec le Parlement

Ministère attributaire : relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mars 2003